



édito

Un numéro pour fêter la fin (relative) de l'assignation à résidence surveillée générale, pour sortir du web et renouer avec la rue, pour saluer l'été et les contestations qui refleurissent.

Faites-le circuler, affichez-le, copiez-le, ce RICOCHETS est un n° viral !

On aura eu chaud !

Si tout marche bien, ON AURA EU CHAUD !...

Il aura bien fallu deux listes concurrentes pour faire barrage à Monsieur Mariton aux prochaines municipales.

Deux listes pour que la Gauche Crestoise de Samuel Arnaud comprenne enfin qu'il fallait chercher l'union avec ceux qu'elle considérait jusque-là comme de doux rêveurs et des incompetents patentés, pire même, des traîtres à la cause du peuple.

Voilà, c'est fait !

Le vrai changement c'est que la liste alternative et sans étiquette de René-Pierre Halter et Dominique Marcon (Ensemble pour Crest) arrivée en tête au premier tour s'est positionnée de façon à imposer à l'équipe de Samuel Arnaud ancrée à gauche une union presque parfaite, un mariage entre les engagements écologiques de la liste René-Pierre Halter et les certitudes de l'éternel discours social de gauche « sauvez les emplois » même si ceux-là détruisent la nature, (liste Réinventons Crest) de Samuel Arnaud.

On espère que cette union qui est devenue (Ensemble Réinventons Crest) forte d'idées multiples, s'affirmant en majorité comme apolitiques, tiendra compte à la fois de la sauvegarde des emplois existants, la création de nouveaux emplois autour de l'écologie et l'environnement, la revalorisation du centre-ville piétonnier et la périphérie de Crest et que le dialogue reprendra pour de bon avec les commerçants, les artisans, les associations qui réclament plus de visibilité et d'accompagnement, voire de reconnaissance.

Alors, oui, allons voter pour stopper net la course de Monsieur Mariton vers un 5ème mandat et la catastrophe environnementale et sociale qu'il annonce à grands coups de projets totalement dénués de sens et contraires au changement climatique qui s'annonce.

Si la liste d'opposition (Ensemble Réinventons Crest) passe enfin la barre des 50%, on aura eu chaud. Et



tous les espoirs seront alors permis, à savoir : un dialogue constructif avec tous les Crestois pour permettre à chacun-e d'envisager un avenir plus serein dans notre chouette ville de Crest.

En attendant, on compte sur tout le monde pour faire ce barrage décisif à l'ultra-droite de la liste Mariton.

Chantal

Crest : Pourquoi il faut changer de maire

La première chose qui vient à l'esprit c'est : 25 ans c'est trop, quelle que soit la personne. Effectivement, il paraît souhaitable que le poste de maire ne soit pas une rente de situation.

Pour ce qui est de Crest le problème se complique par l'irruption, toujours avec une appréciation défavorable, de choses qui n'ont rien à voir avec une gestion municipale : Palestine, mariage pour tous, choum choums et autres joyusetés liées aux humeurs du maire.

Mais s'il y a un argument qui me paraît essentiel, c'est le rétablissement de relations normales avec la communauté de communes. On peut se réjouir ou déplorer que les communautés de communes aient pris un pouvoir important. Toujours est-il qu'elles ne sont pas là pour promouvoir et financer un projet pharaonique qui a d'ailleurs fait un grand Plouf après avoir coûté un pognon de dingue en argent public.

On peut souhaiter qu'avec une nouvelle équipe, les relations entre les communes soient plus équilibrées et harmonieuses et que la 3CPS puisse s'attaquer aux problèmes les plus urgents, qu'ils soient sociaux ou écologiques.

Roger



Luttes : Actions légales / Illégales ?

Pour changer de société, stopper inégalités sociales structurelles, tyrannie oligarchique, racisme et violence structurels du système policier, féminicides, destructions du climat et du monde vivant, destruction des biens communs, etc., les luttes et résistances sont primordiales.

Mais lesquelles ?

Face à un système verrouillé, non-démocratique, hiérarchique, inégalitaire, brutal, menteur, cynique, défendu mordicus par des bandes de flics armés, promu non stop par des gros merdias de masse, soutenu par des conseillers salariés, la propagande de l'Etat, de l'éducation nationale et de la pub, consolidé par des lois et une justice confisquée, comment lutter ?

Comment lutter dans un régime policier et autoritaire déterminé à ne rien lâcher de conséquent ?

Si les contestations visent autre chose que des réformettes ou d'éventuels changements dans 1000 ans, comment faire bouger les lignes ?

C'est très difficile, sinon on n'en serait pas là, d'autant qu'on observe à présent une espèce de méga-Machine sans tête (la civilisation capitaliste) qui échappe en grande partie au contrôle des puissants, qui impose sa volonté implacable et ses besoins vampiriques et destructeurs partout et à tout le monde.

On sait depuis des années que les simples manifestations et les grèves épisodiques sectorielles sont très loin de suffire, les pouvoirs s'en moquent.

Dans le cadre capitaliste et anti-démocratique existant, les élections ne mènent généralement pas à grand chose, si ce n'est à la reconduction du même système, le capitalisme garde le contrôle.

Les grèves puissantes des secteurs clés ont beaucoup de mal à se faire du fait de l'éclatement des classes sociales, de la pression de la précarité et du chômage, et de la perte d'envie de radicalité collective et large.

Les moyens légaux, encore permis par le système même s'il tend toujours à les réduire, sont donc hélas très largement impuissants.

Pour les luttes, comme ça c'est d'ailleurs toujours faits, les actions illégales sont donc indispensables, voire primordiales de nos jours.

Seulement, la répression policière et judiciaire, amplifiée par les cris des médias aux ordres, veut dénigrer et empêcher cela. Ils disent : "nous sommes en démocratie, utilisez les moyens légaux voyons". Les pouvoirs traitent alors les contestataires de terroristes et de délinquants criminels.

Le pire, c'est que quantité de courants dits "de gauche" continuent à défendre ce discours legaliste délétère et illusoire. Ces courants qui dénoncent les dits "casqueurs", "violents", "zadistes", "squatteurs" sont en fait complices de la civilisation capitaliste, de la répression et de la gestion étatique anti-démocratique.

C'est très dommageable, c'est une des raisons pour laquelle on piétine dans l'impuissance politique généralisée et la régression sociale/écologique depuis des lustres.

Pris dans les filets de la fiction de "la démocratie", nous sommes coincés entre des actions légales recommandées mais sans effets notoires et des actions illégales interdites et pourchassées par tous les moyens mais qui pourraient vraiment peser.

S'exprimer, manifester, ok, mais est-ce qu'on veut juste se défouler, exister, se rencontrer ou est-ce qu'on veut peser pour changer les choses ?

Même si l'expression et une large culture de résistance sont indispensables, on est obligé de constater que des actions illégales sont obligatoires, que ça nous plaise ou non.

Historiquement, ce qui fait vraiment bouger les lignes ce sont les émeutes, les incendies volontaires, les blocages,

les grèves dures, les sabotages clandestins, la désobéissance, l'insoumission.

Les mouvements de masse qui défilent sagement ne font plus peur aux pouvoirs.

Et on ne peut plus attendre un hypothétique débordement géant où des millions de personnes descendraient dans la rue pour y rester le temps nécessaire.

Alors, que voulons-nous vraiment ?

Obtenir des miettes ou rien du tout en restant sages, ou déborder de toute part pour détruire, construire et tout prendre directement ?

Mais personne n'a envie de faire de la prison, et le terrorisme policier fait peur, c'est son rôle.

Alors que faire ? Se résigner à notre impuissance, ou (ré)apprendre à résister collectivement de manière forte ?

Doit-on attendre d'être en danger imminent de mort, de n'avoir plus rien à perdre, pour nous engager à fond ?

Du point de vue écologique et climatique, si on attend ce stade, il sera trop tard pour espérer garder une planète habitable.

Camille Pierrette

Solidarité face à la répression - Drôme Ardèche - Cagnotte

À la faveur de la crise sanitaire, le gouvernement français a cherché à imposer une distance sociale entre les personnes en vue d'une désorganisation des différents mouvements sociaux qui secouent notre pays.

La France, avec les superpositions des mouvements : Gilets Jaunes, écologistes, féministes et la lutte unitaire et massive contre la réforme des retraites, était, avant le confinement, traversée de ces sillons de colère et de lutte, qui cherchaient avec détermination à se rejoindre.

Ne cédant pas à la peur de l'interdiction de se rassembler dans l'espace public, maintenue alors que les centres commerciaux et les parcs d'attraction étaient déjà rouverts, déjà de nouvelles mobilisations ont vu le jour, ayant comme origine la dénonciation des violences policières commises en toute impunité, principalement sur les personnes racisées.

Or cette question des violences policières et de la répression judiciaire, est en train de faire émerger une convergence entre tous ces divers mouvements.

Un confinement volontairement imposé de manière extrêmement stricte et policarisée, a réduit de manière drastique notre capacité à nous réunir, pour des rassemblements et actions publiques, mais aussi pour des réunions militantes ou encore pour des moments plus conviviaux (concert, projection, conférence...) visant notamment à la collecte d'argent pour nos luttes et l'organisation concrète de la solidarité. Et si nombre d'entre nous ont été contraints de s'isoler totalement, ou de limiter leurs

interactions sociales à des activités économiquement utiles, la machine répressive, elle, ne s'est jamais arrêtée.

Alors qu'il sent approcher l'heure où il lui faudra rendre des comptes, et payer pour des décennies de choix politiques néo-libéraux et brutaux qui ont perpétué le système économique capitaliste, et pour tenter de mater ce peuple qui se lève, le gouvernement a fait le choix d'user de manière systématique de deux des leviers de répression dont il dispose : la répression policière et la répression judiciaire, toujours violente, que ce soit visible ou non.

En effet, à la répression policière succède souvent la répression judiciaire. Depuis décembre 2018, la justice s'est faite le relais de la répression étatique, en condamnant pour l'exemple à des peines lourdes, des Gilets Jaunes, puis potentiellement tous les militants que le gouvernement perçoit comme une menace pour sa politique.

Or, si les violences policières sont souvent commises de façon rapide, localisée, nous prenant parfois au dépourvu, face à la répression judiciaire, nous pouvons nous organiser, et la solidarité fait la différence. Car lorsqu'un militant, novice ou plus aguerri, se retrouve dans les griffes du pouvoir judiciaire, c'est sa vie qui s'en trouve bouleversée. La crainte de l'issue de la procédure judiciaire (l'enfermement, l'inscription au casier, l'amende à payer), mais aussi celle de ne pas réussir à assumer financièrement une procédure judiciaire longue, sont sources de stress, d'angoisse, d'insomnie, de tensions dans les familles ou les couples, de sentiment de solitude.

> Cagnotte pour soutenir financièrement : <https://www.cotizup.com/solidariterepression2607>

Définancer, abolir & dissoudre la police : une urgence vitale

Définir collectivement d'autres priorités que la répression et la surveillance, développer la solidarité et le partage.

On parle beaucoup de bavures, de dérives, de violences policières, de mauvais flics, mais moins de la question des "forces de l'ordre" en elles-mêmes. Les polices ne sont pas si récentes, elles sont liées au capitalisme et à l'Etat, à la nécessité pour les puissants de défendre l'ordre social injuste en place. Pourtant, des courants moins réformistes veulent l'abolition de la police, des peuples s'organisent autrement, et des expériences sont menées à petite échelle. Dans la civilisation capitaliste et la gestion étatique il ne peut pas exister de bons flics vu qu'ils servent toujours un système destructeur, dominateur et brutal.

Le fait de mélanger les rôles de gestion de conflits avec la répression ne fait que brouiller les cartes. Tout se mélange, les arrestations et contrôlent au faciès sous prétexte de soupçons de délinquance sont ils de la répression politique, du racisme ou du maintien du statu quo social ? Un

mélange des trois en fait.

Se passer de la police n'est pas simple, surtout dans un monde capitaliste où chacun est en guerre contre tous, où on est habitué à laisser tout diriger par d'autres, à se réfugier dans son cocon personnel.

Construire un monde beaucoup plus pacifié et solidaire aiderait grandement. Sans la compétition généralisée, sans la précarité et la guerre pour l'emploi, sans la course au profit et au rêve toxique de monter les barreaux de la pyramide sociale, sans les rapports de dominations divers et sans la reproduction des classes sociales (via propriété, fortune, éducation, alliances croisées...) les rapports entre humains seraient déjà nettement moins problématiques.

Une attention à la résolution des conflits (comme dans les sociétés matriarcales) et à l'épanouissement complet des personnes limiterait aussi les brutalités.

Pour le reste, des formes d'autodéfense collective, de veille et de justice locales, contrôlées démocratiquement et directement permettraient de faire face aux problèmes résiduels. Un

Même si elle n'atteint pas tous les militants dans leur chair, la répression policière et judiciaire a pour objectif d'atteindre psychologiquement un nombre beaucoup plus important de personnes. En effet, la peur d'être à son tour frappé, d'être mis en garde en vue, de subir une perquisition ou des poursuites abusives, d'être lourdement condamné peuvent conduire légitimement les militants à autocensurer leurs comportements.

La solidarité vise justement à permettre aux personnes de ne pas céder à cette peur et de ne pas s'auto-limiter dans leurs droits de militants et de citoyens.

En effet, la machine judiciaire tente de dissuader les individus d'exercer leurs droits les plus élémentaires. Ainsi, certains en viennent à regretter d'avoir déposé une plainte pour coups reçus de la part des forces de l'ordre, parce qu'en retour, les forces de l'ordre s'organisent pour déposer plainte à leur tour contre les plaignants. Et de victimes, les plaignants se retrouvent accusés. Cette violence est encore accrue envers les personnes isolées ou précaires.

C'est pourquoi il nous semble que la solidarité concrète (physique et financière) doit être mise en place dès qu'une personne est victime de violence policière, judiciaire ou administrative.

Pour construire cette solidarité nous avons besoin aussi d'argent. Merci de participer à la lutte à la hauteur de vos possibilités financières du moment.

grand champ de réflexion et d'expérimentation est ouvert.

Pour les conflits politiques (qui seraient moins profonds) il y aurait divers lieux et mécanismes démocratiques permettant de concilier les partis, sans écraser les minorités ni laisser tout pouvoir à un président sur son trône qui met tout le monde d'accord par son autoritarisme et la répression policière.

Dans le cadre existant, les brutalités policières ne peuvent pas vraiment s'estomper, elles sont nécessaires à la civilisation capitaliste et ses Etats pour maintenir leur empire par la force et la terreur.

L'abolition de la police est un combat difficile, qui, comme les autres, ne peut pas véritablement aboutir isolément. Tout est lié dans le système en place.

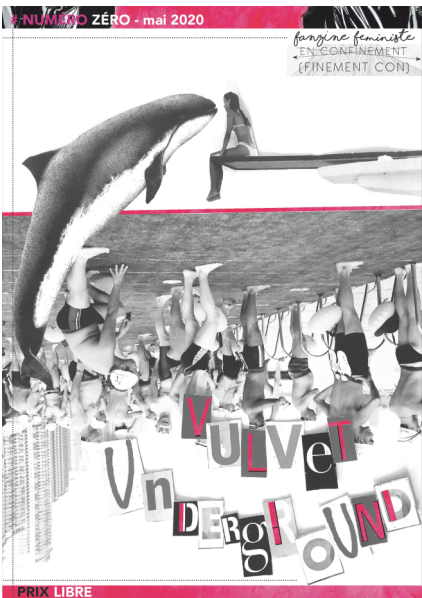
L'abolition du système policier est indissociable du problème de l'Etat, de quelle société on veut, de la démocratie, du capitalisme, des classes sociales...

Nouveau fanzine en Drôme

VULVET UNDERGROUND

Fanzine Féministe / PRIX LIBRE

Né d'un confinement comme une confidence, c'était d'abord un diner entre meuf, c'est maintenant un numéro ZÉRO et nous sommes enchantées d'envahir le papier, de nous emparer des murs, d'imaginer les frissonnements de celui qui s'agace comme de celui qui s'enchant.



Nouvelle librairie à Die

Ouverture de la librairie associative "La Petite Agitée"

16 rue Émile Laurens (DIE) // Éditions indépendantes / infokiosque / Revues / micro édition / Distro / autocollants / Fanzines

La librairie est ouverte tous les samedi - de 9h à 16h.

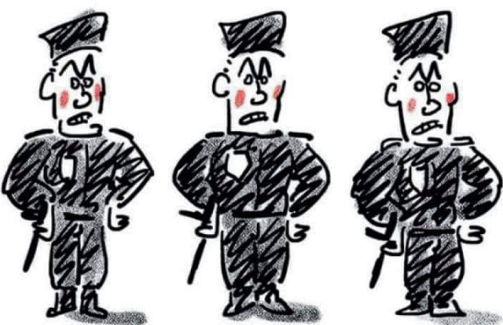
Vous pouvez y retrouver entre autre "Ricochets" !



ABOLITION DE LA POLICE

Je suis sûre que la première fois que quelqu'un a crié "Nous devons abolir l'esclavage !", tout le monde a réagi de la même manière, genre : "Quelle idée stupide ! On se fait plein d'argent grâce à ce travail gratuit et vous voulez l'abolir ? C'est ridicule !"

LE MONDE D'AVANT LE MONDE DE PENDANT LE MONDE D'APRÈS



A.

fredschard